

PROCHE,
ACTIF,
humain !

SNAP



CSE
REUNION

RÉUNION DU 25 AVRIL 2024

CSE du 25/04/24

En amont le DR nous signale que Gilles BIRON (DG) sera le référent pour les DROMS

SNAP 1. Approbation du PV du 29 février 2024

Le PV est adopté à l'unanimité

SNAP 2. Consultation sur le projet de structuration des effectifs de la structure de la Direction régionale

LE VOTE : 2 POUR (CGC / **SNAP**) / 5 CONTRE (CFDT) et 11 Abstentions (SNU, FO, CGTR)

Avis défavorable majoritaire

SNAP 3. Consultation sur le pilote du contrôle de la recherche d'emploi rénové (CRE)

LE VOTE : 1 POUR (CGC) / 11 CONTRE (FO, SNU et CGTR) / 6 Abstentions (CFDT et **SNAP**)

Avis défavorable majoritaire

Le SNAP Réunion tient à saluer la qualité des échanges avec le DR et la DG sur ce dossier et tient à préciser qu'elle apprécie fortement le fait de mettre en place une requête qui exclue les contrôles des publics à 6 mois de la retraite

Néanmoins et comme vous le savez au SNAP nous aurions aimé élargir cette requête à d'autres publics. C'est pour cela qu'au SNAP Réunion nous nous sommes abstenus »

SNAP 4. Consultation sur les principes de l'expérimentation MSA « vers de nouvelles modalités d'accompagnement et de suivi »

Le Directeur régional nous informe qu'un point sera fait en cse extra sur l'avancée de tous les projets et expérimentations en cours à la Réunion

LE VOTE : 1 POUR (CGC) / 8 CONTRE (**SNAP** / FO / CGTR) et 9 Abstentions (SNU / CFDT)

Pour le SNAP, si l'on peut convenir que les modalités d'accompagnement et de suivi actuelles présentent des limites évidentes et ne répondent plus totalement aux nouvelles ambitions fixées à France Travail, il n'en demeure pas moins que les expérimentations vers de nouvelles modalités d'accompagnement et de suivi selon les deux modèles présentés à savoir :

-Modèle 1 : la segmentation par besoin

- Modèle 2 : l'alliance de travail

posent plusieurs problématiques voire questionnements :

1/ Toutes les modalités présentées le sont à moyens constants et à iso effectif, l'ambition étant de mieux faire sans moyens supplémentaires.

2/ Les modélisations s'inscrivent dans une démarche de fluidité entre les différents parcours imaginés, certains devant conduire à se réinterroger sur des périodes à durée semestrielle. Quelles seront les capacités des équipes à procéder à une réinterrogation de la situation de l'ensemble des DE 2 fois par an par exemple et de les repositionner dans un autre parcours suivant la capacité d'accueil des parcours à date ?

VOS ELUS CSE

Jean-Luc MIRAGLIA
Jl.miraglia@pole-emploi.fr

Frédéric ROCROU
Frederic.rocrou@pole-emploi.fr

VOTRE DELEGUE REGIONAL

Jean-Luc MIRAGLIA
Jl.miraglia@pole-emploi.fr



RÉUNION DU 25 AVRIL 2024

CSE
REUNION

3/ L'approche installe clairement le principe d'externaliser et non pas seulement sous-traiter certains suivis de publics. Cette externalisation s'impose du fait de l'absence de capacité suffisante à prendre en charge l'ensemble des publics. De principe, on externalise les publics les plus proches de l'emploi. Cela exposera inexorablement France Travail à des comparaisons défavorables entre les performances affichées par les opérateurs en charge de ces publics et celles de l'institution qui assurera l'accompagnement et le suivi des publics les plus éloignés.

Le SNAP relève la tendance ouverte à l'externalisation dans différentes expérimentations présentées à ce jour en CSEC et au CSE y compris sur le champ de l'entreprise.

Les moyens dévolus à la sous-traitance et à l'externalisation d'activités pourraient être réemployés pour renforcer durablement les moyens et les effectifs de France Travail.

4/ Pour le SNAP, rien de nouveau sous le soleil, nous avons déjà connu en d'autres temps, les segmentations évoquées à quelques nuances près.

5/ La création de portefeuille CDE interroge sur la capacité des collègues à gérer le suivi des DE d'un portefeuille parallèlement à leur activité sur l'entreprise. L'installation des dominantes pour les conseillers à l'emploi partait du principe que nous devons spécialiser et sacraliser l'activité à destination des entreprises. Ce retour à l'activité bipolaire des conseillers à l'emploi pour favoriser l'intermédiation démontre que les évolutions installées en termes de structuration de l'organisation du travail ont trouvé leurs limites.

6/ La création de portefeuille collectif contrevient à la personnalisation des services faute de pouvoir allouer un référent à chaque demandeur d'emploi !

Pour le SNAP, les approches expérimentées réinventent l'eau chaude et n'ont comme objectif principal que de gérer la pénurie de moyens.

Le SNAP est très défavorable à toutes formes d'externalisation des activités de France Travail et affiche ainsi une opposition de principe à ce type de démarches.

SNAP 5. Point sur l'indemnisation dans le cadre de France Travail

La DRA nous fait un historique sur l'activité GDD : Réforme assurance chômage, NPDE, GED, dématérialisation des dossiers ASS et de l'aide de fin de droit, la refonte des courriers et le CRI (la personnalisation de la relation usager et Conseiller)
Le SNAP demande comme nous l'avons fait en CSEC qu'un CSE extraordinaire soit organisé sur la charge de travail des collègues GDD

A la Réunion, Le nombre de visites sur site concernant les questions GDD est passé de 2781 en 2022 à 2619 en 2023

Au 3949, 177000 appels téléphoniques en 2022 et 150000 appels téléphoniques en 2023 (soit une baisse de 16%)

Pour les CVM, on passe de 176900 en 2022 à 202000 en 2023 soit une augmentation de 14%

Le volume des dossiers de demande d'allocation passe de 188000 en 2022 à 191000 en 2023

La taille moyenne des portefeuilles est de 510 au niveau régional (contre 770 au niveau national)

Le catalogue des formations GDD a été étoffé

Le Directeur régional souhaite diminuer les irritants liés à l'activité indemnisation

Notamment sur l'IRRITANT n°1 à savoir la MULTIPLICITE DES CANAUX

Le traitement des pièces isolées à l'accueil (Une expérimentation avec une IA en PACA pourrait être généralisée)

La prévention des trop perçus

SNAP 6. Information sur la centralisation de l'activité indemnisation des annexes 1,2 et 3

A la Réunion l'annexe 3 (Dockers) concernait 51 dossiers en 2023

L'annexe 1 (journalistes) concernait 230 dossiers

Et l'annexe 2 (marins, gens de la mer) concernait environ 500 dossiers

La centralisation des annexes 1,2 et 3 se fera selon l'expertise établie par les régions qui traite un volume significatif de ces dossiers à savoir :

*La région Ile de France (IDF) pour les dossiers relevant de l'annexe 1 dès octobre 2024 et ensuite décembre 2024

*La région Bretagne pour les dossiers relevant de l'annexe 2 dès juin 2024

*La région Provence-Alpes-Côte-D'azur pour les dossiers relevant de l'annexe 3 dès juin 2024

Pour information l'annexe 1 concerne les journalistes, l'annexe 2 les marins pêcheurs et gens de la mer et l'annexe 3 concerne les dockers

PROCHE,
ACTIF,
humain !

SYNDICAT SNAP
région REUNION

Je clique, j'adhère !

syndicat.snap.reunion@pole-emploi.fr

SNAP



RÉUNION DU 25 AVRIL 2024

CSE
REUNION

SNAP 7. Information en vue d'une consultation sur l'expérimentation « prospection prestataire »

Le Directeur régional nous explique que ce projet d'expérimentation concerne toutes les entreprises qui n'ont pas recours à nos services. A la demande de l'ensemble des élus réunis ce jour et en accord avec le DR, ce point sera reporté à un prochain CSE avec plus d'informations régionales concernant ce projet.

SNAP 10. Information sur les conclusions du rapport d'enquête relatif à l'agression comportementale survenue à l'agence de Saint André le 03 avril 2024

Après la lecture du dossier / accident par les représentants du personnel et de l'établissement, le DR est intervenu pour nous confirmer que toute agression est inadmissible et qu'il prône la TOLERANCE 0.

Une communication est en réflexion concernant le respect de nos VSC et sur la nécessité d'avoir un agent de sécurité.

Un webinaire est prévu en Mai sur la sûreté et sécurité et un autre webinaire est prévu aussi en mai concernant les agissements sexistes et comportements sexuels.

Dans le cadre du plan national de sûreté, une réflexion est en cours et une proposition sera faite très rapidement concernant un dispositif d'alerte (sifflet ?).

Le lendemain du cse un débriefing est prévu avec les managers dans un souci de transparence et de rapidité de communication (courrier d'interdiction d'agence pendant 3 mois pour le DE).

L'agent de sécurité sera présent à l'agence jusqu'au 3 mai 2024.

La police qui a été réactive a pris en charge le dossier mais n'est pas obligé de nous communiquer les suites de l'affaire.

Une réunion est prévue semaine prochaine, après identification des sites sur des solutions à apporter au sujet de la position des PILAS. Le DR nous rappelle aussi qu'accompagner les DE et faire à la place de. n'est pas toujours évident et qu'un travail est en cours avec les collectivités VSC, aidant connecte).

SNAP 8. Point d'étape sur l'expérimentation ARSA à Saint Leu

1647 BRSA sont entrés dans les portefeuilles.

En Juin sont prévus 2 jobdating inversés (Les entreprises viennent avec leurs offres d'emploi).

La taille des portefeuilles est d'environ 70 pour les 3 PFTS (immédiatement employables) et d'environ 140 pour les 4 autres PFTS.

En flux, il y a 50 inscriptions (ARSA) par mois.

La difficulté relevée par les équipes est le maintien dans l'emploi du DE et une réflexion est en cours sur ce sujet.

SNAP 9. Actualités – Suivi trimestriel des résultats opérationnels

Cette présentation est en demi-teinte car il manque un bon nombre de chiffres qui seront présentés au cse de mai avec les cibles.

La DRA nous informe aussi que le dispositif CSP est géré par les partenaires sociaux (budget, effectif) et qu'il existe une enveloppe CDD prévue pour un éventuel remplacement.

Les indicateurs (ACO, FOR, ENT et indemnisation) sont quasiment équivalents.

SNAP 11. a. Point d'information sur les conclusions du centre Fichter suite aux entretiens menés avec les agents de la Rivière

Du 23 février au 18 mars c'est un peu plus de 18 entretiens (présentiel et distanciel) qui ont eu lieu avec le cabinet « Fichter ».

Le rapport, les conclusions ont été vus entre la DR et le prestataire, suivi d'un rendez-vous avec la DT et présentées au collectif de l'agence vendredi dernier.

Le mauvais climat général est dû à la difficulté liée au management (DAPE), ressenti d'infantilisation, de sur contrôle et d'inégalités de traitement.

Le problème est l'impact aussi sur l'activité et la rupture de confiance et aucun élément ne peut aller sur le registre d'harcèlement.

Plusieurs actions sont mises en place (coaching du DAPE, clarification du rôle du second manac, besoin d'autonomie et de confiance).

Une vérification du taux d'absentéisme sur site est prévue suite aux préconisations du prestataire.

Le SNAP ayant été alerté l'an passé par des collègues de l'agence en souffrance a précisé à la direction qu'il restera vigilant sur la suite de la situation à RSL et un point d'étape sera fait régulièrement (1 mois, 3 mois,...) avec la DR.

PROCHE,
ACTIF,
humain !

SYNDICAT SNAP
région REUNION

syndicat.snap.reunion@pole-emploi.fr

Je clique, j'adhère !

SNAP



RÉUNION DU 25 AVRIL 2024

CSE
REUNION

SNAP 11. bilan des aménagements de postes 2023

En 2023 il y a eu 175 aménagements au total soit 55 aménagements de matériel et 120 aménagements organisationnels
Le délai d'attente est d'environ 1 mois pour le petit matériel et 3 mois pour du matériel plus

SNAP 11. c. point d'information sur le versement de la prime d'intéressement et du complément collectif variable à France Travail Réunion

La prime d'intéressement 2023 versée en mars a un montant moyen de 367,27 € a été attribué à 1372 agents bénéficiaires
Pour le complément collectif variable 2023 pour les Agents publics, le montant moyen est de 1135,95€ pour 258 bénéficiaires

SNAP 11. d. d'informations trimestrielles RH

Tous les départs à la retraite seront remplacés
Et une diffusion anticipée des départs à la retraite (pour ceux qui l'ont annoncé) est prévue à partir du mois prochain

SNAP 11. e. Information mensuelle sur les statistiques de recrutement

En Mars 2024, 5 recrutements (3 femmes / 2 hommes)
3 en Conseil / 1 en projet, appui pilotage et 1 en RH

SNAP 12. Relevé d'information de la réunion CSSCTC du 21 février 2024

Election de son secrétaire : Gérard GRONDIN
Informations sur les moyens de chaque membre
Echanges autour de la situation à RSL

SNAP 13. Avis du CSE sur les demandes d'aide sociale

Dossier 2024/09 : Avis favorable à la majorité
13 POUR (SNU, **SNAP**, CGTR, CGC et FO) 5 Abstentions (CFDT)
Dossier 2024/10 : Avis favorable à la majorité
13 POUR (SNU, **SNAP**, CGTR, FO et CGC) et 5 Abstentions (CFDT)

C'est en travaillant tous ensemble qu'on avancera sereinement et en restant humains, humbles et unis qu'on pourra servir au mieux les intérêts des Agents et de notre public

PROCHE,
ACTIF,
humain !

SYNDICAT SNAP
région REUNION

syndicat.snap.reunion@pole-emploi.fr

Je clique, j'adhère !

SNAP